le travail

Deuxième quinzaine
d'octobre 1976

édition nationale
Produit par la CSN
Edité par le service d'information
Vol. 51 no 8

CSN

Les travailleurs disent "non aux mesures Trudeau"
Voir le photo-reportage de Jean-Claude Champagne en pages 2 et 3.

La police lance des gaz sur les travailleurs de Celanese

La police anti-émeute de Drummondville a lancé des gaz paralysants sur les travailleurs de Celanese qui faisaient du piquetage devant leur usine, vendredi dernier.

Au cours d'une charge d'une violence inouïe contre les travailleurs, l'assistant - chef de police, Jean-Marie Précourt, a sorti un pistolet contenant un gaz non identifié, mais dont l'effet est de brûler les yeux, paralyser le visage pendant quelques heures, et ramolir les jambes au point où ceux qui en reçoivent tombent par terre. La charge était dirigée par le chef de police Yves Pouliot.

L'assistant - chef Précourt a tiré directement dans les yeux de plusieurs travailleurs et parfois d'aussi près que 6 pouces du visage. L'un d'entre eux a dû être hospitalisé à l'hôpital Ste-Croix, où les médecins tentent présentement de déterminer la nature du gaz afin d'appliquer le traitement. Ce travailleur est resté aveugle durant plusieurs heures.

Un coup de fusil

Un policier a également tiré un coup de fusil aux pieds des travailleurs, en criant: "tassez-vous, ça presse".

Le détective de la ville, Jean-Louis McMahon a aussi agressé le photographe des travailleurs et a tenté de lui arracher son appareil.

Rappelons que les travailleurs du Celanese sont en lock-out depuis le 26 avril dernier. Le contenu de leur convention est presque complètement réglé. Mais la compagnie refuse de négocier une entente de retour au travail. Elle refuse également de réengager sept travailleurs qu'elle a congédiés pendant le lock-out. Au cours d'une assemblée mercredi dernier, les travailleurs ont décidé de poursuivre la lutte tant que la commission anti-inflation n'aura pas approuvé leurs augmentations de salaire négociées, et tant que la compagnie n'aura pas signé une entente de retour au travail comprenant notamment le réengagement des sept congédiés.

Incapables de venir à bout de la solidarité des travailleurs de Celanese, les boss ont décidé de régler par la force, la force armée des policiers payée par les contribuables.

Nos ennemis sont communs
—Pedro Vuskovic

Au cours d'une visite qu'il rendait à des militants de la CSN la semaine dernière, Pedro Vuskovic, militant du Parti socialiste du Chili et ministre de l'économie dans le gouvernement Allende, a tenté de démontrer que ce qui se passe en ce moment au Chili n'est pas un phénomène isolé en Amérique latine.

Depuis des années, a-t-il expliqué, l'impérialisme américain, c'est-à-dire les multinationales, les banques, la CIA, en accord avec les bourgeoisies locales ont installé des dictatures militaires par tout l'Amérique latine. Si le Chili et l'Argentine en sont les dernières victimes, ces dictatures sont aussi bien implantées en Bolivie, en Uruguay et au Brésil. Par ce moyen, explique le camarade Vuskovic, l'impérialisme américain tente de surmonter la crise économique qui l'affecte et espère enrayer la progression des forces ouvrières, populaires et révolutionnaires.

La résistance dans la clandestinité

"Dans tous les pays d'Amérique latine, affirme l'ancien ministre socialiste, les travailleurs et le peuple en général sont sauvagement réprimés. Mais malgré cela, dans la clandestinité, ils s'organisent, s'ajustent sans arrêt pour mener la résistance. Nous avons besoin de vous car notre lutte est difficile. Elle sera aussi probablement très longue. Votre solidarité doit d'abord s'exprimer ici, en luttant contre nos ennemis communs. Ces derniers sont présents partout; autant dans votre pays qu'en Amérique du Sud."

Ceux qui veulent approfondir cette question peuvent prendre note que:

Jeudi le 28 octobre à 19.30 à l'école Jeanne-Mance, (Rachel et Bordeaux) une soirée de solidarité latino-américaine-québécoise est organisée par le comité Québec-Chili. Un dirigeant du MIR chilien Manuel Cabieses et un militant ouvrier Québécois André Lauzon sont invités pour animer les discussions.

Pour plus d'informations, contacter le Comité Québec-Chili, 842-8459.

Sico à Québec

Les scabs sont congédiés

Les 45 travailleurs de l'usine Sico à Québec viennent de remporter une victoire qui ne manquera pas de stimuler les grévistes de la région de Québec. En lock-out depuis cinq mois, les 45 gars de Sico ont réussi à forcer la compagnie à congédier tous les scabs d'ici le 25 octobre.

On se rappellera que la compagnie Sico a tout mis en oeuvre pour casser le syndicat allant jusqu'à engager des lutteurs de l'agence Sécuritex, qu'elle payait $7. l'heure. Un de ceux-ci, Jean-Claude Girard, s'est fait prendre un hachoir à viande à la main. La compagnie a également porté de multiples plaintes pour outrage au tribunal. Elle a ensuite tenté d'"éteter" le syndicat en congédiant les 17 principaux militants.

Corruption

Devant la résistance des syndiqués, la compagnie Sico a offert $12,000. comptant au président du syndicat, Jean-Guy Papillon, pour qu'il s'éloigne du conflit. Cette tentative de corruption a évidemment échoué.

L'entente intervenue stipule qu'il n'y aura aucun congédiement mais uniquement une suspension de trois mois pour le président du syndicat et une suspension de un mois pour l'assistant-directeur de grève. Le retour au travail se fera entre le 15 et le 25 octobre. La convention, d'une durée de deux ans, prévoit des augmentations de $0.50 la première année et le même montant pour la deuxième année. De plus, les salaires seront indexés aussitôt que l'indice des prix à la consommation dépassera 8% la première année et 6% la deuxième.

Notons qu'avant le lock-out, la compagnie n'offrait que $0.44 et $0.36. Les travailleurs ont également obtenu une rétroactivité de $0.50 l'heure à partir du premier mai dernier.

"Le congédiement des scabs à Sico, commente le président du syndicat, est un exemple pour les travailleurs qui croient pouvoir s'en sortir en volant les emplois des autres travailleurs."

Ce conflit a coûté un million et demi de dollars à la compagnie.

TRAVAILLEURS DANS 150 VILLES DU CANADA REFUSENT DE PAYER

UN MILLION ET PLUS DE

L'INFLATION DES CAPITALISTES

Afin de régler la crise mondiale du capitalisme, les pays occidentaux décrètent des mesures dites anti-inflation pour limiter les salaires des travailleurs. Les travailleurs refusent de payer cette note dont ils ne s'estiment pas responsables.

Les travailleurs italiens ont paralysé tous les secteurs de l'économie de leur pays pendant 24 heures au cours de l'été dernier. Le 7 octobre dernier c'était le tour des travailleurs français de réagir de la même façon. Le 14 octobre, plus d'un million de travailleurs canadiens d'un océan à l'autre ont fait grève estimant à leur tour que ce n'était pas à eux d'assumer les frais du capital. Pour nous, il s'agissait d'une première dans l'histoire de notre pays. Nous avons inauguré cette première dans 150 villes des 10 provinces.

Un peu partout, métallurgistes, mineurs, travailleurs de l'automobile, de la forêt, du bâtiments, des industries chimiques des hôpitaux, des usines de transformation, du transport ont dit non aux mesures Trudeau en quittant le travail et en descendant dans la rue.

Le plus fort contingent de grévistes venait évidemment de Montréal, où ces photos ont été prises: 100,000 travailleurs ont fait grève.

Suivent les Laurentides et Joliette avec près de 16,000 grévistes, la région de Québec avec 15,000 et la Côte nord avec 14,000. A Sept-Îles et à Schefferville, presque tout le monde était en grève, même les enseignants du primaire et du secondaire.

La région de l'Outaouais comptait également 14,000 grévistes alors qu'il y en avait huit milles dans la région de Valleyfield, 7,500 dans celle de Saint-Hyacinthe et autant dans les Cantons de l'est où les mines de Thetford étaient fermées.

La CCT (confédération générale du travail) qui compte deux millions et demi de travailleurs et la CFDT (confédération française démocratique du travail ont envoyé un télégramme aux travailleurs québecois pour appuyer le débrayage et pour que "l'action continue pour faire échec aux plans d'austérité des deux côtés de l'Atlantique."

A la QIT de Tracy

Plus on est malade plus on se blesse au travail

45% des travailleurs de la grosse usine QIT (Québec Iron and Titanium) à Tracy, près de Sorel, présentent des symptômes liés au débalancement du système nerveux. C'est ce que révèle une importante enquête effectuée par le service de génie industriel de la CSN auprès des 1,000 syndiqués de cette usine de raffinage de fer et de titane.

Cette enquête révèle également que 37.5% des travailleurs sont victimes d'insomnie; que 33.4% d'entr'eux présentent des symptômes liés à l'intoxication par la poussière; alors que 34% sont affectés par la pollution de l'air. Ces derniers présentent les signes suivants: transpiration excessive, soif excessive, rougeur des yeux, nez bouchés, rhumes fréquents, essoufflement rapide.

Le service de génie industriel appuie la justesse de ses chiffres sur le fait que "le nombre élevé de réponses corrige l'évaluation subjective que chaque travailleur peut faire de tel ou tel symptôme. Par exemple, un travailleur peut faire une mauvaise évaluation quand il déclare qu'il se sent gonflé après les repas. Mais lorsque 47.3% des travailleurs déclarent ce malaise, ils ne peuvent pas tous se tromper.

On prépare la convention

Cette enquête révèle un fait troublant: le taux d'accidents de travail est plus élevé dans les départements où les travailleurs éprouvent le plus de symptômes de maladies. C'est le cercle vicieux: plus on est ébranlé dans sa santé plus on risque de se blesser au travail.

Cette enquête sera étudiée et analysée par les travailleurs des différents départements de l'usine et servira de base à l'élaboration des revendications en matière de salubrité dans la prochaine convention. La convention actuelle expire à la fin de l'année 1976.

La partie patronale de la QIT est passablement gênée par la parution de ce rapport. Comme on devait s'y attendre, elle le dénigre en disant qu'on doit laisser la médecine aux médecins (à la solde de la compagnie). Elle n'a pas encore préparé de contre-offensive. Probablement qu'elle admet en sourdine qu'il est temps qu'elle passe du Moyen-âge au vingtième siècle.

"Standard" provoque les travailleurs

En grève depuis le 26 août, les représentants des 575 travailleurs des trois usines Standard Paper Box n'ont pas encore eu de rencontres avec la partie patronale. Plutôt que de négocier, elle préfère engager une agence de provocation, "Garda du Québec" constituée en grande partie de policiers congédiés. Ces derniers harcèlent les piqueteurs derrière leurs chiens (à quatre pattes) dressés contre les grévistes. Ils ont menacé le président Hector Lamoureux de lui briser les jambes. Lors de la journée de la grève générale, ils ont attaqué quatre grévistes et les ont battus au point qu'ils ont dû être hospitalisés tous les quatres.

La moitié des lecteurs du Travail sont d'accord avec sa formule

Un sondage effectué par le service de l'information de la CSN au moment du congrès, tenu l'été dernier à Québec, révèle que 42.4% des lecteurs du Travail, édition nationale, sont favorables à la formule actuelle du journal. Par contre 7.7% des répondants suggèrent des améliorations en ne s'objectant pas fondamentalement à la formule du Travail.

On peut donc affirmer que la moitié des lecteurs endossent cette formule journalistique. 4.6% des répondants y sont opposés. 18.1% sont sans opinion et 27% ne reçoivent pas le Travail.

Fait étonnant: les opposants n'indiquent pas le pourquoi de leur opposition. Sauf quelques-uns qui trouvent que nous ne poussons pas assez loin l'analyse (ce que nous laissons au Travail des militants).

Le 27% qui affirme ne pas recevoir le Travail indique que la structure d'information n'est pas au point. Rappelons que le Travail, édition nationale, est tiré à 30,000 exemplaires, qu'il est distribué à 81 points d'envoi dans la province, que les 81 responsables régionaux de l'information doivent le distribuer aux responsables de l'information des syndicats de leur arrondissement, lesquels normalement, le distribue de main à main aux syndiqués. Cette déficience va être relativement facile à corriger étant donné que les répondants indiquaient le nom du conseil central auquel ils appartiennent. Les recoupements nous signalent les régions les plus faibles.

Notons que 385 personnes ont accepté de répondre à notre questionnaire.

97% des nouveaux chômeurs sont Québécois

Sur les 39,000 chômeurs de plus au Canada depuis un an, 38,000 sont Québécois, selon Statistiques-Canada. En trois mois, le taux de chômage est monté sur une base désaisonnabilisée, de 0.6% entre juin et juillet, de 0.7% entre juillet et août et de 0.6% entre août et septembre.

Il est donc passé de 7.8 pour cent en juin à 9.7 pour cent en septembre.

Par ailleurs, depuis un an, le nombre d'emplois disponibles, non seulement n'a pas monté, mais il est descendu. Il y avait 12,000 emplois de moins au Québec entre septembre 75 et le même mois de cette année alors que la population en âge de travailler a augmenté de 93,000 pendant le même temps.

Si on compare des mois différents comme février et septembre, par exemple, ce qui est réalisable grâce au facteur de désaisonnalisation, on constate que ce ne sont plus 12,000 emplois perdus, mais 35,000 qui sont manquants.

Le nombre total d'emplois, qui était de 2,495,000 en février, n'est plus que de 2,460,000 en septembre.

D'après les prévisions officielles du ministère de l'industrie et du commerce, le Québec devait, en 1976 créer 35,000 emplois nouveaux, soit le même niveau qu'en 1975, ou moitié moins qu'en 1974 et le quart de 1973.

Notons que le taux de chômage est très variable d'un groupe d'âge à l'autre et que celui le plus affecté est le groupe des 15-24 ans. Il est de 11.3 pour cent pour les hommes de ce groupe et 12.8 pour les femmes.